



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle



Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD VINCENT BADIE
10 RTE DE CAMPAGNAN
34230 PAULHAN

Date : Mercredi 29 mai 2024

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des prescriptions maintenues

V/Réf : Votre courrier reçu par mail le 23 avril 2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 2 mai 2024, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les prescriptions maintenues (**trois**) avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD VINCENT BADIE situé à Paulhan (34230)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues (3)

Ecart (8)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<p>Ecart 1 : La mission constate, au jour du contrôle, que le structure ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.</p>	Art. L.311-8 du CASF Art D311-38-3 et 4 du CASF	<p>Prescription 1 : Finaliser l'actualisation du projet d'établissement en lien avec l'évaluation HAS prévue en septembre 2024 et le transmettre à l'ARS.</p>	Effectivité fin 2024	<p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	<p>Prescription 1 maintenue</p> <p>La mission prend note de la date de l'évaluation HAS dans la révision du projet d'établissement. Transmettre le projet d'établissement à l'ARS dès sa finalisation prévue au 1^{er} trimestre 2025.</p> <p>Délai : 1^{er} semestre 2025</p>
<p>Ecart 2 : La mission n'est pas en mesure de vérifier la validité du</p>	Art. R.311-33 du CASF	<p>Prescription 2 : Transmettre un règlement de fonctionnement daté</p>	1 mois	<p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	Prescription 2 levée

règlement de fonctionnement, celui-ci n'étant pas daté.		pour vérification du respect de la réglementation.		[REDACTED]	
Ecart 3 : La structure déclare que la Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée ni active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	Art. D.312-158, 3° du CASF	Prescription 3 : Se mettre en conformité à la réglementation.	Effectivité 2024	[REDACTED]	Prescription 3 maintenue Se mettre en conformité à la réglementation dès recrutement d'un MEDCO. Effectivité 2024-2025
Ecart 4 : Le Conseil de la Vie Sociale (CVS) ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation du Président ,ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.	Art. D.311-16 du CASF	Prescription 4 : Réunir le Conseil de la Vie Sociale (CVS) a minima 3 fois par an. Transmettre à l'ARS le calendrier des réunions CVS pour 2024.	Immédiat	[REDACTED]	Prescription 4 Levée
Ecart 5 : Au jour du contrôle, la mission constate que le PV d'installation du CVS (document probant n°12) et la programmation 2024 (document probant n°14) n'ont pas été transmis.	Art. D.311-16 du CASF	Prescription 5 : Transmettre les documents probants n°12 et n°14 pour vérification réglementaire.	Immédiat	[REDACTED]	Prescription 5 levée

Ecart 6 : L'EHPAD ne dispose pas de médecin coordonnateur, ce qui contrevient à l'article D312-155-0 du CASF.	Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012 Art. D. 312-159-1 du CASF	Prescription 6 : La mission prend note de la recherche active de MEDCO et de l'absence à ce jour de solution pérenne. Le recrutement d'un MEDCO est réglementaire, l'EHPAD doit donc se mettre en conformité à la réglementation.	Effectivité 2024	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	Prescription 6 réglementairement maintenue La mission prend note des pistes envisagées par la structure et l'invite à poursuivre ses recherches actives de MEDCO. Effectivité 2024-2025
Ecart 7 : La mission constate, au jour du contrôle, que la procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (document probant n°20), n'a pas été transmise.	Art. L.331-8-1 CASF	Prescription 7 : Transmettre le document probant n°20 pour vérification réglementaire.	Immédiat	<div>████████████████████</div>	Prescription 7 levée
Ecart 8 : La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un établissement d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF.	Article D.312-155-0 du CASF	Prescription 8 : Etablir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour.	6 mois	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div>	Prescription 8 levée

Remarques (0)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
Pas de recommandations					